

DANS L'ACTUALITE du 9 au 11 décembre 2014

Texte officiel

JORF n° 0285 du 10 décembre 2014

[Décret n° 2014-1479 du 9 décembre 2014 relatif à la mise en œuvre de deux traitements automatisés de données à caractère personnel dénommés « Application élection » et « Répertoire national des élus »](#)

Projet de loi

Projet de loi pour la croissance et l'activité

[Le compte-rendu du conseil des ministres de mercredi 10 décembre 2014](#)

[Manuel Valls a détaillé devant la presse le projet de loi pour la croissance et l'activité présenté mercredi matin en Conseil des ministres par Emmanuel Macron](#)

[Projet de loi pour la croissance et l'activité - Dossier de presse Décembre 2014](#)

Le texte sera examiné à partir du 22 janvier 2015 en séance publique : [Début des débats officiellement inscrit sur l'ordre du jour de l'AN](#)

[Avis réservé du Conseil d'Etat sur la loi Macron](#)

Projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral

[Mardi 9 décembre, l'Assemblée nationale a adopté le texte en nouvelle lecture : Texte n° 156 \(2014-2015\) transmis au Sénat le 9 décembre 2014](#)

[Texte de la commission n° 171 \(2014-2015\) déposé le 10 décembre 2014](#)

Le Sénat examine le projet de loi en nouvelle lecture le lundi 15 décembre.

Jurisprudence

Point de départ du délai de prescription des actions en réparation d'un dommage corporel (centre hospitalier de Semur-en-Auxois)

[CE 5 décembre 2014 *Monsieur D.*, req. n° 354211](#)

Le Conseil d'État précise que les communes conservent leurs créances lors du transfert de compétences à un EPCI

[CE 3 décembre 2014 *Société Citelum*, req. n° 383865](#)

Exercice du droit de préemption sur le territoire des communes en état de carence

[CE 28 novembre 2014 *commune de Nogent-sur-Marne*, req. n° 362910](#)

Les risques contentieux d'une expropriation pour réaliser une ZAC

[CE 28 novembre 2014 *Société GIAT Industries*, req. n° 361105](#)

Vu par ailleurs

Contrat public

La parité dans la commande publique, c'est maintenant !

[Depuis le 1er décembre, les entreprises peuvent être interdites de commande publique si elles ne respectent pas les dispositions de la loi du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes. Humainement souhaitable, cet objectif de parité multiplie cependant les risques contentieux pour les acheteurs publics. Décryptage d'une nouvelle obligation juridique.](#)

Source : la gazette des communes du 10/12/2014

Economie de la construction : le Service des achats de l'Etat réfléchit à son nouvel accord-cadre

En vue du renouvellement de son accord-cadre « assistance à maîtrise d'ouvrage en économie de la construction » prévu pour l'été 2015, le Service des achats de l'Etat (SAE) mène actuellement une réflexion sur la redéfinition des missions proposées aux maîtres d'ouvrage nationaux. Gestion patrimoniale, création de valeur, coût global figurent parmi les pistes de travail.

Source : le Moniteur du 10/12/2014

ESS : les clauses sociales... en attendant les marchés réservés prévus par la directive Marchés

Répondant le 20 novembre à une question écrite, le secrétariat d'Etat chargé du commerce, de l'artisanat, de la consommation et de l'économie sociale et solidaire, a apporté des précisions quant au calendrier et aux modalités de transposition des dispositions relatives à l'économie sociale et solidaire (ESS) contenues dans la nouvelle directive marchés publics.

Source : localtis.info du 08/12/2014

Urbanisme

Sylvia Pinel fait le point sur la politique du logement au Conseil des ministres du 10 décembre 2014

Sylvia Pinel a présenté mercredi 10 décembre au Conseil des ministres une communication relative aux "avancées dans la politique du logement et aux nouvelles mesures de simplification".

Source : localtis.info du 10/12/2014

Environnement

Consultation sur le projet de décret relatif aux programmes locaux de prévention des déchets ménagers et assimilés

[Cette consultation concerne le projet de décret relatif aux programmes locaux de prévention des déchets ménagers et assimilés. Ces programmes doivent être définis par les collectivités territoriales responsables de la collecte ou du traitement des déchets ménagers et assimilés en application de l'article L. L.541-15-1 du code de l'environnement.](#)

Source : developpement-durable.gouv.fr du 10/12/2014

Le cadre réglementaire des programmes locaux de prévention des déchets en voie de finalisation

[Afin de déployer le nouveau dispositif de prévention des déchets dans les territoires, un cadre réglementaire d'élaboration des programmes locaux de prévention des déchets ménagers et assimilés devrait succéder courant 2015 au système volontaire qui existait jusqu'alors.](#)

Source : localtis.info du 10/12/2014

Ségolène Royal au secours des feux de cheminée parisiens

[Ségolène Royal veut revenir sur l'interdiction des feux de cheminée à Paris et en banlieue, décidée par le préfet de la région Ile-de-France au nom de la lutte contre les particules fines.](#)

Source : localtis.info du 09/12/2014

Signature de l'acte de naissance du parc naturel régional des Baronnies provençales

[La ministre de l'Ecologie a signé le 8 décembre à Vinsobres \(Drôme\) le décret de création du parc naturel régional des Baronnies provençales.](#)

Source : localtis.info du 09/12/2014

L'environnement en France

[Rapport Ministère de l'Ecologie - Décembre 2014](#)

Source : developpement-durable.gouv.fr

Collectivité territoriale

Règles budgétaires, financières, fiscales et comptables applicables aux métropoles

[La ministre de la décentralisation et de la fonction publique a présenté une ordonnance complétant et précisant les règles budgétaires, financières, fiscales et comptables applicables aux métropoles.](#)

Source : communiqué du Conseil des ministres 10/12/2014

Thierry Mandon : "Il faut mieux positionner l'Etat sur le territoire"

[Le secrétaire d'Etat à la Réforme de l'Etat et à la Simplification lance cette semaine 23 débats participatifs dans 14 territoires \(départements ou régions\). Objectif : évaluer la pertinence des missions de l'Etat et envisager des scénarios d'évolution. Les propositions qui émaneront du terrain enrichiront la feuille de route de modernisation de l'Etat à trois ans qui sera arrêtée "courant février". Il ne s'agit pas de lancer "une nouvelle vague de décentralisation", souligne Thierry Mandon dans une interview exclusive à Localtis. Il confirme par ailleurs la volonté du gouvernement de renforcer la présence de l'Etat à l'échelon départemental.](#)

Source : localtis.info du 10/12/2014

Avec sa « dérogation », Fécamp s'apprête à passer en agglomération

[Grâce à un amendement législatif, la communauté de communes de Fécamp \(Haute-Normandie\) change de statut.](#)

Source : la gazette des communes du 10/12/2014

Vu dans les revues

AJDA n° 41-2014 du 8 décembre 2014 p. 2343, *Retard de chantier et (dés)équilibre des relations contractuelles*, par Stéphane Braconnier

AJDA n° 41-2014 du 8 décembre 2014 p. 2360, *La décision Commune de Salabris : les effets à neutraliser*, par Françoise Sempé

AJDA n° 41-2014 du 8 décembre 2014 p. 2373, *Règlement local de publicité : les limites du pouvoir de restreindre les règles nationales*, par Jean-Philippe Strebler

RDI n° 12 – décembre 2014 p. 627, *Article R. 11-3 du code de l'expropriation, dossier d'enquête publique et appréciation "sommaire" des dépenses*, par René Hostiou

RDI n° 12 – décembre 2014 p. 654, *L'article R. 123-10-1 du code de l'urbanisme s'applique à l'instruction tant des autorisations de lotissement que des permis de construire déposés sur les lots*, par Pierre Soler-Couteaux

Presse

Une loi catalogue censée doper la croissance

[Le texte porté par Emmanuel Macron a été présenté mercredi 10 décembre en conseil des ministres.](#)

Source : le Monde du 11/12/2014

Trop de rubans aux robes des avocats ?

[Le port de médailles divise le barreau de Paris plus que la loi Macron](#)

Source : le Monde du 11/12/2014

Travail du dimanche : la loi n'a pas à fixer le montant des compensations salariales, selon Macron

[Le ministre de l'Economie s'oppose à Christian Eckert, secrétaire d'Etat au Budget, qui souhaite un doublement du salaire en compensation de l'assouplissement du travail du dimanche.](#)

Source : les Echos du 11/12/2014

Le barreau de Paris dit oui au projet de loi Macron

[Semaine active pour le barreau de Paris et son bâtonnier, qui organisent aujourd'hui et demain leur première université d'hiver. L'occasion d'afficher leur soutien au projet gouvernemental.](#)

Source : les Echos du 11/12/2014

Travail dominical, notaires, autoroutes... ce que dit la loi Macron

[Le projet de loi Macron, présenté mercredi en Conseil des ministres et articulé en trois chapitres «libérer», «investir» et «travailler», propose des mesures multiples touchant les professions juridiques réglementées, libérant l'offre de transport par autocar, ou rendant plus accessible le permis de conduire.](#)

Source : le Parisien du 10/12/2014

La loi Macron ne relancera pas l'économie

[Les économistes jugent que les grandes lignes de la loi " croissance et activité " sont un début](#)

Source : le Monde du 10/12/2014

Les autocars longue distance ne devraient pas trop pénaliser la SNCF

[Les textes ne sont pas encore arrêtés. Mais la libéralisation du transport des voyageurs par autocar figure en bonne place dans le projet de loi pour l'activité du ministre de l'économie, Emmanuel Macron. Et cette fois, le projet ne devrait pas passer à la trappe, comme ce fut le cas ces trois dernières années.](#)

Source : le Monde du 10/12/2014

Royal va revenir sur l'interdiction des feux de cheminée en Ile-de-France

[La ministre de l'écologie estime que la décision est " excessive ", " ne va pas dans le bon sens " et risque de mettre en péril la filière bois](#)

Source : le Monde du 10/12/2014